

Les chambres de commerce ont élu leurs présidents

La Provence
19/11/21

Les élections ont été marquées par une forte abstention. Analyse par département



Daniel Margot, Gilbert Marcelli, Stéphane Paglia et Jean-Luc Chauvin ont été élus cette semaine.

/PHOTO ARCHIVES LP

DANIEL MARGOT (04) : "UNE ÉQUIPE QUI ME RESSEMBLE"

Le Manosquin Daniel Margot (59 ans), patron de la "Savonnerie de Haute-Provence", est élu à la tête de la CCI 04 qui compte environ 10 000 électeurs. Le taux de participation est de 11,93 %, la meilleure participation régionale.

"Il y a un an, lorsque j'ai pris la décision de repartir, j'avais émis deux conditions : que les chefs d'entreprises pilotés par l'UDE me redonnent leur confiance et que l'équipe soit fortement renouvelée avec davantage de femmes, des gens plus disponibles et plus jeunes. Aujourd'hui, c'est une équipe qui me ressemble!". Seule la liste "L'énergie d'entreprendre durablement" s'est présentée. "Les 30 élus connaissent très bien le territoire. On sait ce qu'on veut faire. Officiellement, nous ne serons installés que le 30 novembre mais nous commençons déjà à déployer notre stratégie".

Pour rappel, Daniel Margot avait pris les rênes de la CCI en juillet 2018, un an 1/2 après les élections de 2016. Il avait alors succédé à Roland Gomez, élu à la CCIR. "Je n'avais aucune crainte que le costume soit trop grand. Je craignais que Roland soit le président régional "et" départemental mais force est de constater qu'il n'est jamais intervenu. C'est plus moi qui l'appelais pour un conseil. J'ai compris à ses côtés ce qu'est la Région. Je suis identifié au niveau national et je compte bien influencer pour que le 04 soit représenté au niveau national, ce qui n'a quasiment jamais été le cas ces cinquante dernières années".

Candidat à la CCIR le 9 décembre ? "La question ne se pose pas comme ça. L'élu doit être en phase avec les sept territoires. Ce

n'est pas la CCIR qui fait les CCIT mais les CCIT qui font la région. Je suis plus dans une logique remontante que descendante. Je ne serai pas candidat, mais en revanche j'influencerai fortement sur quelques points sur lesquels le candidat devra s'engager". Daniel Margot souhaite que celui-ci continue la feuille de route de Roland Gomez : la pacification, continuer le travail en bonne intelligence ; la mutualisation des collaborateurs et des directeurs généraux ; la représentation nationale, et il souhaite faire partie du trio de présidents (un métropolitain, un territorial, un rural) ; la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences (GPEC) "de façon à ce que quand il y a des forces vives, Digne puisse en bénéficier". La priorité des priorités ? "Que la CCI 04 soit reconnue comme un expert sur certaines compétences auprès de nos chefs d'entreprise. Aujourd'hui on a un déficit de notoriété et d'action. La priorité absolue est de remettre les élus et les permanents sur le terrain. Proches des entreprises".

ARLES : PAS DE SURPRISE POUR PAGLIA

C'est tout sauf une surprise, puisqu'il conduisait la seule liste en lice. Stéphane Paglia, après un premier mandat à la tête de la CCI du pays d'Arles, repart pour un tour, avec derrière lui une équipe renouvelée à 70 %. La participation des quelque 14 500 ressortissants du ressort de la CCI-PA peut être considérée comme modeste, avec 8,42 %, mais "elle est supérieure à la moyenne régionale qui est d'environ 6 %. J'aurais aimé mieux, mais on est dans le peloton de tête au niveau régional", indique Stéphane Paglia, qui fait contre mauvaise fortune bon cœur. L'assemblée générale d'installation est prévue

pour ce lundi, avec un président sortant qui sera officiellement ré-élu, alors que sera connue la nouvelle composition du bureau de la Chambre.

L'heure sera alors venue de "déroiler notre programme", indique Stéphane Paglia, qui en avait dévoilé les grandes lignes durant la campagne. Le maître-mot étant "d'accélérer" sur le territoire, pour les transitions, numérique comme écologique, sur les projets de développement, comme le port fluvial ou encore le grand MIN de Provence à Châteaurenard. "Un projet d'envergure nationale", souligne Stéphane Paglia. Qui entend aussi surfer sur la renommée grandissante d'Arles, "capitale culturelle et touristique qui est sous le feu des projecteurs. Il faut en profiter, mais aussi développer l'économie de façon plus diversifiée qu'aujourd'hui".

Le métier est sur l'ouvrage, et le président de la CCI du Pays d'Arles espère avoir plus de chance et moins d'écueils que sur le précédent mandat, perturbé par le covid et les gilets jaunes notamment, pour tenir ses objectifs.

MARSEILLE : CHAUVIN À L'UNANIMITÉ

La faible participation "n'est pas propre à notre territoire", explique Jean-Luc Chauvin, président sortant, tête de liste de l'union. Ce phénomène se retrouve à l'échelle nationale "et notamment dans les grandes métropoles." Paris ne franchissant pas la barre des 2 %. Le constat est simple. "On vote plus dans les petites villes. Le problème n'est pas lié au fait qu'il y ait une ou plusieurs listes. L'exemple de Lyon en témoigne. Une seule liste et un taux de participation supérieur. Et des villes, avec plusieurs listes et un taux encore plus

faible."

Pas vraiment surpris, le président qui sera élu ce matin explique cela par "une période de vacances scolaires" avec un turn-over entre les dirigeants et les administratifs, des "écueils techniques" pour le vote électronique, mais aussi une désaffection pour les élections de manière générale. Pour rappel, la mobilisation pour les élections concernant les TPE n'a pas dépassé les 4 %.

"Tout cela n'est pas satisfaisant, bien sûr. Il faut rappeler qu'il est important de s'exprimer", poursuit le Marseillais. Autre facteur d'analyse, la CCIAMP a connu en cinq ans une recrudescence de nouveaux votants. La Métropole passant de 94 000 entreprises à 134 000. Et parmi eux, une somme conséquente de micro-entrepreneurs. "Bien évidemment, on ne peut pas être satisfait de la participation, surtout lorsqu'on réfléchit au nombre d'entreprises que l'on a accompagné durant la mandature et la crise", complète Jean-Luc Chauvin. Le constat est que "nous sommes en présence de consommateurs-clients (des services de la CCI, ndr) plus que des citoyens démocrates. À nous, de relever le défi de les transformer en consommateurs". Pour cela, la CCIAMP engagera une grande consultation "pour comprendre, savoir".

L'homme, défenseur du vote électronique, note toutefois quelques points d'amélioration. "La façon dont il a été organisé pose problème. Pour être précis, je donne des exemples : une entreprise qui n'a pas mis à jour le nom de son représentant ; ou encore celles qui n'ont pas reçu leur code ; ou les entreprises avec des multivotants. Il faut simplifier."

Marie-Pierre BAYETTI Christophe VIAL et Rislène ACHOUR

Vaucluse (84) : carton plein pour Gilbert Marcelli après la tourmente

Avec 32 élus sur 34, la liste "Entreprendre avec vous" pilotée par Gilbert Marcelli (UIMM) s'impose. Phénomène notable, la liste de la CPME 84 dirigée par Bernard Vergier, président de la CCI jusqu'au milieu de l'année 2021, n'a obtenu aucun siège.

L'assemblée générale désormais composée comptera également deux élus de la liste de Nathalie Czimer-Sylvestre (ICI, Inspiration, commerce, Industrie). C'est le 25 novembre que les 34 nouveaux élus désigneront le nouveau bureau et le président de la CCI. Face à une situation dégradée et éruptive où a prévalu ces dernières années

l'opposition frontale entre Bernard Vergier, président de la CPME 84 (élu 2 fois à la tête de la CCI depuis 2016), et Jacques Brès, président de l'UP-Medef de Vaucluse, seulement 7,27% des chefs d'entreprise sur 30 647 en Vaucluse ont voté. "Entreprendre avec vous" et ses élus ont réaffirmé qu'ils comptaient "ramener la confiance", et surtout écouter, guider et accompagner. "C'est entouré d'entrepreneurs vauclusiens, compétents et dynamiques, dans une liste indépendante et non partisane" que Gilbert Marcelli souhaite aujourd'hui "remettre la CCI en ordre

de marche, avec des projets utiles et pertinents".

La Chambre de commerce et d'industrie de Vaucluse a défrayé la chronique ces dernières années : elle a été la seule Chambre consulaire de France à être suspendue pour des motifs de gouvernance et non pour des raisons budgétaires liées à une mauvaise gestion financière. Nouvelle péripétie cet été avec une nouvelle crise de gouvernance, la démission d'une partie du bureau, alors qu'une nouvelle élection avait eu lieu il y a tout juste un an.

Thomas HIRSCH